



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

17 AVRIL 2023

PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE

PROPOSITION DE RÉOLUTION

visant à définir un plan d'actions de
mobilisation et de soutien
aux aidants proches

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Finances et des Affaires générales

par Mme Marie LECOCQ (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mme Nadia El Yousfi, M. Rachid Madrane, Mmes Zoé Genot, Marie Lecocq, M. John Pitseys, Mme Latifa Aït Baala, MM. David Leisterh, Emmanuel De Bock, Christophe Magdalijs, Petya Obolensky, Luc Vancauwenberge, Juan Benjumea Moreno, Mme Cieltje Van Achter, M. Guy Vanhengel.

Membres suppléants : MM. David Weytsman, Jonathan de Patoul, Marc Loewenstein, Mme Lotte Stoops.

Autres membres : Mmes Clémentine Barzin, Véronique Jamouille.

Voir :

Document du Parlement :

A-237/1 – 2020/2021 : Proposition de résolution

GEWONE ZITTING 2022-2023

17 APRIL 2023

BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

tot bepaling van een actieplan voor de
mobilisatie en de ondersteuning van de
mantelzorgers

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door mevr. Marie LECOCQ (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : Mevr. Nadia El Yousfi, de heer Rachid Madrane, mevr. Zoé Genot, mevr. Marie Lecocq, de heer John Pitseys, mevr. Latifa Aït Baala, de heren David Leisterh, Emmanuel De Bock, Christophe Magdalijs, Petya Obolensky, Luc Vancauwenberge, Juan Benjumea Moreno, mevr. Cieltje Van Achter, de heer Guy Vanhengel.

Plaatsvervangers : De heren David Weytsman, Jonathan de Patoul, Marc Loewenstein, mevr. Lotte Stoops.

Andere leden: Mevr. Clémentine Barzin, mevr. Véronique Jamouille.

Zie :

Stuk van het Parlement :

A-237/1 – 2020/2021 : Voorstel van resolutie

I. Exposé introductif de M. David Weytsman, premier coauteur de la proposition de résolution

M. David Weytsman explique que cette proposition de résolution fait suite à de nombreuses rencontres de terrain auprès de familles aidantes, d'associations d'aidants proches et de personnes aidées. En Belgique, une personne sur dix est aidant proche. L'enquête de santé 2018 de Sciensano estime qu'en Belgique, 12,2 % de la population âgée de plus de 15 ans apporte une aide ou des soins au moins une fois par semaine à un proche en perte d'autonomie. Cela représente plusieurs heures par semaine. Ces 12,2 % de la population belge fournissent 80 % des soins et de l'accompagnement aux personnes en déficit d'autonomie (handicap, maladie, grand âge). Ces chiffres sont d'ailleurs sous-estimés par les associations spécialisées à Bruxelles et en Wallonie.

Les aidants proches ne le sont pas toujours devenus par choix. Ils ne bénéficient que de très peu d'avantages sociaux en contrepartie de leur investissement humain. Pourtant, ils s'investissent sans compter pour le bien de leurs proches et de la société. On a applaudi les soignants, les médecins et tout le personnel médical, mais peu de personnes sont bien informées du travail de l'ombre qu'ont offert ces milliers de Bruxelloises et Bruxellois. Cette proposition de résolution vise à les aider, à leur permettre de souffler et à les soutenir davantage.

Plusieurs définitions existent pour les aidants proches. L'OCDE définit les aidants proches informels comme étant des personnes soutenant un membre de leur réseau de proximité (famille, ami, voisin) pour des tâches de la vie quotidienne. L'aidant ne doit pas disposer de compétences particulières concernant le soin. Il n'est pas protégé ou encadré par un contrat. L'aide informelle n'apporte pas de rémunération, sans pour autant être du volontariat. Quelques chiffres : 60 % des aidants de personnes en situation de handicap sont des parents, 17 % sont des conjoints, 10 % sont des frères et sœurs et 10 % sont des enfants. En moyenne, les aidants proches ont 58 ans et les aidés 62 ans.

63 % des aidants proches sont des femmes. Ce chiffre monte jusqu'à 71 % lorsque l'aide ne concerne pas deux personnes vivant sous le même toit. Selon une étude de la Fondation Roi Baudouin, 42 % des aidants proches interrogés estiment qu'ils manquent de répit. Selon plusieurs études, les jeunes aidants proches représentent 14 % de la population des jeunes Bruxellois, soit deux jeunes par classe. Cela se ressent au niveau de difficultés scolaires, de problèmes administratifs, d'isolement et de problèmes de santé. Cette résolution souhaite aussi mettre ces jeunes aidants proches au cœur du dispositif.

On ne part pas d'une page blanche. Une loi de 2014 prévoit un cadre, tandis qu'un arrêté royal de septembre 2020 sur les aidants proches présente deux avantages. D'une part, il reconnaît officiellement l'importance du statut d'aidant proche dans le soutien aux personnes aidées. D'autre part, il ouvre des droits sociaux, notamment un congé thématique

I. Inleidende uiteenzetting van de heer David Weytsman, eerste mede-indiener van het voorstel van resolutie

De heer David Weytsman legt uit dat dit voorstel van resolutie voortkomt uit talrijke ontmoetingen met familieleden die mantelzorger zijn, verenigingen van mantelzorgers en personen die geholpen worden. In België is één persoon op tien mantelzorger. Volgens de gezondheidsenquête 2018 van Sciensano biedt naar schatting 12,2% van de bevolking boven de 15 jaar in België minstens één keer per week hulp of zorg aan een familielid met verminderde zelfredzaamheid. Dit komt neer op meer-dere uren per week. Deze 12,2% van de Belgische bevolking verleent 80% van de zorg en ondersteuning aan personen met verminderde zelfredzaamheid (handicap, ziekte, ouderdom). Deze cijfers worden overigens onderschat door de gespecialiseerde verenigingen in Brussel en Wallonië.

Mantelzorgers zijn niet altijd vrijwillig mantelzorger geworden. Zij krijgen maar weinig sociale voordelen in ruil voor hun menselijke investering. Toch zetten zij zich belangeloos in voor het welzijn van hun dierbaren en de samenleving. Wij hebben geapplaudisseerd voor de verzorgers, de artsen en al het medisch personeel, maar weinig mensen zijn goed op de hoogte van het werk dat deze duizenden Brusselaars in de schaduw verrichten. Dit voorstel van resolutie heeft tot doel hen te helpen, hen een adempauze te geven en hen meer ondersteuning te bieden.

Er bestaan verschillende definities van mantelzorgers. De OESO definieert informele mantelzorgers als personen die een lid van hun naaste netwerk (familie, vriend, buur) ondersteunen bij alledaagse taken. De mantelzorger hoeft geen bijzondere vaardigheden op het gebied van zorg te hebben. Hij is niet beschermd of gebonden aan een contract. De informele hulp is onbetaald, zonder daarom vrijwilligerswerk te zijn. Enkele cijfers: 60% van de mantelzorgers van personen met een handicap zijn ouders, 17% zijn echtgenoten, 10% zijn broers en zussen en 10% zijn kinderen. Gemiddeld zijn mantelzorgers 58 jaar oud en de geholpen personen 62 jaar.

63% van de mantelzorgers zijn vrouwen. Dit cijfer stijgt tot 71% wanneer het niet gaat om twee personen die onder hetzelfde dak wonen. Volgens een studie van de Koning Boudewijnstichting vindt 42% van de ondervraagde mantelzorgers dat zij te weinig ademruimte krijgen. Volgens verschillende studies vertegenwoordigen jonge mantelzorgers 14% van de jonge Brusselse bevolking, d.w.z. twee jongeren per klas. Dit komt tot uiting in moeilijkheden op school, administratieve problemen, isolement en gezondheidsproblemen. Deze resolutie wil ook deze jonge mantelzorgers centraal stellen.

We beginnen niet met een onbeschreven blad. Een wet uit 2014 biedt een kader, terwijl een koninklijk besluit van september 2020 betreffende mantelzorgers twee voordelen biedt. Enerzijds erkent het officieel het belang van het statuut van mantelzorger voor de ondersteuning van de personen die geholpen worden. Anderzijds opent het sociale rechten,

afin d'aider une personne en perte d'autonomie.

Depuis le dépôt de cette proposition de résolution il y a trois ans, des actes ont été posés : en 2021, le gouvernement fédéral a fait passer les congés des aidants proches de 1 à 3 mois. En janvier 2021, 6.651 personnes étaient officiellement reconnues comme aidants proches. En janvier 2022, le Gouvernement bruxellois a rendu ces congés accessibles aux membres du personnel. Depuis mai 2022, les travailleurs aidants proches ont le droit de demander une réduction des heures de travail ou davantage de télétravail pour s'occuper de leurs proches. Enfin, ces trois dernières années, Bruxelles Région aidante s'est développée, parce que le gouvernement s'était engagé à être une région « Bruxelles aidante ».

L'orateur développe les différentes demandes adressées. Un aidant proche qui a dû délaissier intégralement son emploi a tout de même acquis une expérience qui doit pouvoir être valorisée grâce à un dispositif dans le cadre d'une politique d'emploi régionale.

En ce qui concerne les titres services, certaines mutuelles offrent des avantages, mais le statut reconnu ne donne pas droit à des titres services.

En troisième lieu, des référents aidants proches existent, par exemple à Woluwe-Saint-Pierre. La ville de Bruxelles adopté à l'unanimité une motion. Etterbeek a reconnu le statut d'aidant proche en accordant une prime de cent euros par an.

Par rapport aux demandes adressées au gouvernement fédéral, il s'agit de demander, à titre de prévention envers les aidants proches, qu'une consultation par an soit prise en charge à 100% par l'INAMI, car on a constaté que bein souvent, les aidants proches s'oublent. Notre système sanitaire et de soins de santé est excellent et soins de santé. Toutefois, le bât blesse au niveau de la prévention. Par ailleurs, la loi « Juliette » permet à des employés de donner des jours de congé à un collègue exposé à une situation particulièrement compliquée parce qu'il est aidant proche. Cette loi solidaire a été adoptée par le gouvernement précédent mais reste encore méconnue. L'orateur encourage tous les niveaux de pouvoir à mener davantage de campagnes de communication.

Quant aux demandes aux collèges de la Cocof et de la VGC de sensibiliser au statut d'aidant proche, la résolution est un peu désuète, puisque cela a été réalisé en 2021. La Cocof et la Région wallonne ont mené des campagnes. Il importe toutefois de les réitérer étant donné que bon nombre d'aidants proches ignorent qu'ils le sont. Il faut leur faire prendre conscience de leur propre santé, sans quoi ils mettent en péril tant leur santé que celle de leurs aidés. Aujourd'hui, des formations existent par les asbl pour les professionnels, mais il n'y a pas de campagne de communication pour informer sur les risques pour la santé de l'aidant proche.

La proposition de résolution demande encore d'apporter une attention particulière aux jeunes aidants proches et de mettre en place des campagnes de sensibilisation à destination

waaronder thematisch verlof om een per-soon met verminderde zelfredzaamheid te helpen.

Sinds de indiening van dit voorstel van resolutie drie jaar geleden is er actie ondernomen: in 2021 verhoogde de federale regering het verlof voor mantelzorgers van 1 naar 3 maanden. In januari 2021 werden 6.651 personen officieel erkend als mantelzorger. In januari 2022 maakte de Brusselse rege-ring dit verlof beschikbaar voor de personeelsleden. Sinds mei 2022 hebben werknemers die mantel-zorger zijn het recht om werktijdvermindering of meer telewerk aan te vragen om voor hun dierbaren te zorgen. Ten slotte heeft Bruxelles Région aidante zich de afgelopen drie jaar ontwikkeld, omdat de regering zich ertoe had verbonden een 'hulpvaardig gewest' te zijn.

De spreker licht de verschillende verzoeken toe. Een mantelzorger die zijn job volledig heeft moeten opgeven, heeft toch ervaring opgedaan die gewaardeerd moet kunnen worden dankzij een voorzie-ning in het kader van een gewestelijk tewerkstellingsbeleid.

Wat de dienstencheques betreft, bieden sommige ziekenfondsen voordelen, maar het erkende sta-tuut geeft geen recht op dienstencheques.

Ten derde bestaan er referenten voor mantelzorgers, bijvoorbeeld in Sint-Pieters-Woluwe. De stad Brussel heeft unaniem een motie aangenomen. Etterbeek heeft het statuut van mantelzorger erkend en kent een premie van honderd euro per jaar toe.

Wat de verzoeken aan de federale regering betreft, gaat het erom, als preventieve maatregel voor mantelzorgers, te vragen dat één raadpleging per jaar voor 100% door het Riziv wordt gedekt, omdat is vastgesteld dat mantelzorgers zichzelf vaak vergeten. Ons gezondheids- en zorgsysteem is uitmun-tend wat de gezondheidszorg betreft. De schoen wringt hem echter op het vlak van preventie. Bo-vendien laat de wet-'Juliette' toe dat werknemers vrije dagen afstaan aan een collega die zich in een bijzonder moeilijke situatie bevindt omdat hij of zij mantelzorger is. Deze solidaire wet werd door de vorige regering aangenomen, maar blijft nog weinig bekend. De spreker spoort alle machtsniveaus aan om meer communicatiecampagnes te voeren.

Wat de verzoeken aan de colleges van de FGC en de VGC om meer te sensibiliseren rond het statuut van mantelzorger betreft, is de resolutie een beetje achterhaald, want dat gebeurde in 2021. De FGC en het Waalse Gewest hebben campagnes gevoerd. Het is echter belangrijk om ze te herhalen, want veel mantelzorgers zijn zich er niet van bewust dat ze mantelzorger zijn. Zij moeten bewust worden gemaakt rond hun eigen gezondheid, anders brengen zij zowel hun eigen gezondheid als die van de personen die zij helpen in gevaar. Vandaag de dag bestaan er opleidingen van vzw's voor professio-nals, maar er is geen voorlichtingscampagne over de gezondheidsrisico's voor de mantelzorger.

In het voorstel van resolutie wordt ook verzocht speciale aandacht te besteden aan jonge mantelzor-gers en sensibiliseringscampagnes op te zetten voor scholieren om

des élèves pour surmonter leurs difficultés.

Il est fondamental de lutter contre le non-recours au droit. Une proposition à ce sujet a été discutée en Cocof. Si les aidants proches n'ont pas conscience de leur statut, ils ignorent les droits qui y sont associés.

Enfin, la dernière demande vise à dégager les budgets nécessaires pour la création de structures d'accueil spécifiques pour les aidés et pour les aidants.

II. Discussion générale

Mme Cieltje Van Achter, soulignant que les aidants proches méritent attention et soutien, estime que cette proposition de résolution relative au statut des aidants proches, matière personnalisable, a davantage sa place en Cocom. En février, le député Gilles Verstraeten a demandé des explications au membre du Collège Alain Maron et personne ne s'est joint à lui.

La N-VA se retrouve dans certains points de cette proposition, comme la collaboration entre les fonds de maladie, encore insuffisante, l'information des citoyens quant à leurs droits et leur accompagnement dans le recours à ceux-ci. En revanche, le groupe ne partage pas les tâches confiées aux communes, qui bien souvent ne disposent pas du budget pour ces missions supplémentaires. La N-VA insiste sur la nécessité d'un plan global pour les aidants proches à l'échelle régionale. M. Gilles Verstraeten l'a demandé au membre du Collège Alain Maron, sans succès.

L'oratrice ne soutiendra pas cette résolution, d'une part parce qu'elle n'est pas débattue dans la bonne assemblée et d'autre part, vu la nécessité d'un plan global pour les aidants proches.

Mme Nadia El Yousfi rappelle le rôle crucial joué par les aidants proches dans le soutien et le bien-être des personnes vulnérables. Lors de la pandémie, les aidants ont été confrontés à des défis sans précédents tels que la gestion des risques de contagion, l'isolement social. Leur soutien doit être renforcé afin de garantir leur bien-être et celui des aidés.

En ce qui concerne la proposition du MR pour valoriser les compétences acquises par les aidants dans le cadre de leur accompagnement, le dispositif proposé n'offre pas de plus-value significative, car des mesures similaires existent déjà, tant au niveau fédéral que régional. En effet, au niveau de la Cocom et de la Cocof, l'aidant proche peut valoriser ses compétences, bénéficier d'une réduction du temps de travail, de davantage de télétravail. Actiris propose déjà aux aidants proches un accompagnement personnalisé vers l'emploi sur la base d'un bilan de compétences complet et du projet professionnel de la personne. Si des problèmes sociaux constituent un frein, la permanence sociale d'Actiris peut également aider à les résoudre. Ainsi, le dispositif proposé par

hen te helpen hun moeilijkheden te overwinnen.

Het is van essentieel belang het niet opnemen van rechten te bestrijden. Een voorstel hierover werd in de FGC besproken. Als mantelzorgers zich niet bewust zijn van hun statuut, zijn zij zich niet bewust van de rechten die daaraan verbonden zijn.

Het laatste verzoek betreft ten slotte het beschikbaar stellen van de nodige middelen voor het opzetten van specifieke opvangstructuren voor de personen die hulp krijgen en de mantelzorgers.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Cieltje Van Achter benadrukt dat mantelzorgers aandacht en ondersteuning verdienen, maar vindt dat dit voorstel van resolutie over het statuut van mantelzorgers, een persoonsgebonden aangelegenheid, meer op zijn plaats is in de GGC. In februari vroeg volksvertegenwoordiger Gilles Verstraeten aan collegelid Alain Maron om uitleg en niemand sloot zich daarbij aan.

De N-VA kan zich vinden in een aantal punten uit dit voorstel, zoals de samenwerking tussen de zie-kenfondsen, die nog onvoldoende is, en de informatieverstrekking aan burgers over hun rechten en de ondersteuning bij het opnemen daarvan. Anderzijds is de fractie het niet eens met de taken die worden toevertrouwd aan de gemeenten, die vaak niet over de middelen beschikken voor die bijkomende taken. De N-VA dringt aan op de noodzaak van een globaal plan voor mantelzorgers op gewestelijke schaal. De heer Gilles Verstraeten heeft hierom gevraagd bij collegelid Alain Maron, maar ving bot.

De spreekster zal deze resolutie niet steunen, enerzijds omdat zij niet in de juiste assemblee wordt besproken en anderzijds omdat er een globaal plan voor mantelzorgers moet komen.

Mevrouw Nadia El Yousfi herinnert aan de cruciale rol die mantelzorgers spelen bij de ondersteuning en het welzijn van kwetsbare personen. Tijdens de pandemie stonden mantelzorgers voor ongeken-de uitdagingen, zoals het beheersen van het besmettingsrisico en het sociaal isolement. Zij moeten meer ondersteuning krijgen om hun welzijn en dat van hun dierbaren te waarborgen.

Wat het voorstel van de MR betreft om de vaardigheden die mantelzorgers in het kader van hun begeleiding hebben verworven te erkennen, biedt de voorgestelde regeling geen significante meer-waarde, aangezien er reeds soortgelijke maatregelen bestaan, zowel op federaal als op gewestelijk niveau. Op het niveau van de GGC en de FGC kan de mantelzorger immers zijn vaardigheden laten erkennen en een arbeidstijdvermindering en meer telewerk krijgen. Actiris biedt mantelzorgers al een gepersonaliseerde begeleiding naar werk, op basis van een volledig overzicht van de vaardigheden en het beroepsproject van de betrokken persoon. Als sociale problemen een belemmering vormen, kan de sociale permanentie van Actiris ook helpen deze op te

le MR n'apporte rien de neuf vu les mesures existantes pour répondre aux besoins des aidants à la recherche d'un emploi. Malgré la pertinence de la proposition, il convient d'éviter de proposer des mesures redondantes. Pour ces raisons, le PS ne soutiendra pas ce texte.

M. Juan Benjuma Moreno partage les propos des oratrices précédentes. Cette résolution comporte des points positifs et négatifs. Les aidants proches constituent une grande partie de notre système de soins de santé. Durant cette législature, l'Autorité fédérale a consacré plusieurs leviers, comme l'extension du congé thématique. Beaucoup d'aidants proches ont besoin de congés afin de concilier leur tâche et leur occupation professionnelle. Aujourd'hui, à Bruxelles, ces aidants proches reçoivent un soutien financier via les asbl « Aidants proches » et « Jeunes aidants proches », ainsi que via le réseau Sam qui fournit des informations aux aidants proches. Une campagne d'information a été organisée. Peut-être devrait-elle être suivie par un débat parlementaire avec le ministre compétent, faire l'objet d'une évaluation et s'interroger sur sa répétition.

Pour le reste, la résolution ne présente rien de neuf. Les demandes ont déjà été adressées aux différents collèges : un accompagnement psychosocial, des informations pour les aidants proches, une campagne de sensibilisation du statut et la promotion de la santé, en particulier pour les jeunes aidants proches.

Par ailleurs, il ne faut pas augmenter les tâches des communes, qui ne disposent pas des moyens financiers. En ce qui concerne le non-recours aux droits, il s'agit d'une thématique plus vaste qui vaut pour d'autres catégories que les aidants proches. Une résolution spécifique n'est pas nécessaire. Il faut veiller à ce que toute personne recoure à ses droits. Bien qu'il estime utile la poursuite d'un débat sur les manières de soutenir les aidants proches, qui se décide essentiellement au niveau fédéral, l'intervenant ne soutiendra pas cette proposition de résolution.

M. Luc Vancauwenberge observe que le nombre si élevé d'aidants proches met en lumière le manque d'investissement dans les services publics. Ces personnes consentent d'énormes sacrifices pour leurs proches et reçoivent trop peu de soutien des autorités. Lors de la journée des droits des femmes, une des principales revendications concernait l'augmentation des moyens à consacrer aux services publics. Des familles cherchant une place pour leur enfant handicapé sont sur des listes d'attente trop longues. Le PTB soutient tout ce qui peut améliorer la vie des aidants proches qui méritent un véritable statut et davantage de congés. L'orateur relève le cynisme de l'auteur de la proposition lorsqu'il constate que l'âge moyen des aidants proches est de 58 ans alors que son parti organise la régression sociale en imposant aux travailleurs de rester actifs plus longtemps. Il ne faut alors pas s'étonner que les citoyens soient épuisés. Mettre un terme à la régression sociale permettra en partie de résoudre les problèmes. Cette proposition de résolution comportant aussi des aspects positifs, le groupe PTB s'abstiendra.

M. John Pitseys estime que les difficultés rencontrées par les aidants proches sont imputables, notamment à des mesures

lossen. De door de MR voorgestelde rege-ling brengt dus niets nieuws, gezien de bestaande maatregelen om tegemoet te komen aan de be-hoeften van mantelzorgers die werk zoeken. Ondanks de relevantie van het voorstel moeten overbo-dige maatregelen worden vermeden. Om die redenen zal de PS deze tekst niet steunen.

De heer Juan Benjuma Moreno is het eens met wat de vorige sprekers hebben gezegd. Deze resolutie heeft zowel positieve als negatieve punten. Mantelzorgers vormen een groot deel van ons gezond-heidszorgsysteem. Tijdens deze zittingsperiode heeft de federale overheid verschillende hefbo-men ingezet, zoals de uitbreiding van het thematisch verlof. Veel mantelzorgers hebben verlof nodig om hun taak met hun beroepsactiviteit te kunnen combineren. Vandaag krijgen deze mantelzorgers in Brussel financiële steun via de vzw's 'Aidants proches' en 'Jeunes aidants proches', alsook via het SAM-netwerk dat informatie verstrekt aan mantelzorgers. Er is een informatiecampagne georganiseerd. Misschien moet die worden gevolgd door een parlementair debat met de bevoegde minister, moet er een evaluatie komen en moet worden overwogen of de campagne kan worden herhaald.

Voor het overige bevat de resolutie niets nieuws. De verzoeken werden reeds aan de verschillende colleges gericht: psychosociale begeleiding, informatie voor mantelzorgers, een sensibiliseringscam-pagne over het statuut en gezondheidsbevordering, in het bijzonder voor jonge mantelzorgers.

Voorts moeten we de taken van de gemeenten, die niet over de financiële middelen beschikken, niet uitbreiden. Het niet opnemen van rechten is een bredere kwestie die van toepassing is op andere categorieën dan mantelzorgers. Een specifieke resolutie is niet nodig. Er moet voor worden gezorgd dat iedereen van zijn rechten gebruikmaakt. Hoewel hij het nuttig acht het debat over de manieren om mantelzorgers te ondersteunen, waarover vooral op federaal niveau wordt beslist, voort te zet-ten, zal de spreker dit voorstel van resolutie niet steunen.

De heer Luc Vancauwenberge merkt op dat het grote aantal mantelzorgers het gebrek aan investerin-gen in de openbare diensten aan het licht brengt. Deze mensen offeren enorm veel op voor hun dier-baren en krijgen te weinig steun van de overheid. Op de dag van de rechten van de vrouw was een van de belangrijkste eisen meer middelen voor de openbare diensten. Gezinnen die een plek zoeken voor hun gehandicapte kind staan op te lange wachtlijsten. De PTB steunt alles wat het leven van man-telzorgers, die een echt statuut en meer verlof verdienen, kan verbeteren. De spreker wijst op het cynisme van de indiener van het voorstel wanneer hij vaststelt dat de gemiddelde leeftijd van mantel-zorgers 58 jaar is, terwijl zijn partij sociale achteruitgang organiseert door werknemers te dwingen langer actief te blijven. Dan hoeft het niet te verbazen dat de mensen uitgeput zijn. Een einde maken aan de sociale achteruitgang zal de problemen deels oplossen. Aangezien dit voorstel van resolutie ook positieve aspecten bevat, zal de PTB-fractie zich van stemming onthouden.

De heer John Pitseys is van mening dat de moeilijkheden waarmee mantelzorgers te maken krijgen vooral te wijten zijn

adoptées lors de la précédente législature fédérale, comme l'instauration d'une dégressivité des allocations de chômage, la restriction du crédit-temps, des politiques publiques qui considèrent la prépension comme un problème social plutôt que comme une solution et un désinvestissement tendanciel des services publics.

Ce texte n'offre pas de plus-value concrète aux politiques déjà menées. Concernant le soutien aux associations regroupant aidants proches et jeunes aidants proches, il en existe un efficace, constitué par les asbl « Aidants proches » et « Jeunes aidants proches » et le réseau Sam, qui favorise l'échange d'informations pour les aidants proches. Concernant la proposition de financer des projets de répit pour les aidants proches, le Gouvernement soutient les démarches visant à préserver la santé des aidants proches, comme la Villa Indigo, la Maison Bilobahuis et son projet CitiSen, un réseau d'aide de soins de proximité pour seniors et leurs aidants proches.

Concernant la proposition d'offrir des formations pour les aidants proches relativement à leur santé, elles ont vu le jour. Pour les développer, Iriscare a subsidié l'asbl « Jeunes aidants proches » pour la mise en place d'une équipe mobile qui informe les personnes sur les difficultés de cette mission d'aidance. Par ailleurs, Iriscare a subsidié l'asbl « Aidants proches » pour un projet de sensibilisation.

En ce qui concerne la nécessité de créer et de mettre en réseau les outils de soutien au sein d'Iriscare à destination des aidants proches, des initiatives ont vu le jour, comme la plateforme Répit solidaire qui centralise l'information à destination des familles et des aidants proches, crée un lieu d'écoute et oriente vers des lieux efficaces de soutien. De plus, il est prévu une meilleure coordination des aidants proches et de les intégrer davantage dans les processus décisionnels. C'est la logique d'ensemble du Plan social intégré (PSI) qui en est chargée, et dont le déploiement permettra des améliorations. De même, ce PSI répondra en grande partie aux inquiétudes formulées dans la proposition concernant la lutte contre le non-recours aux droits, étant donné que de nombreux aidants ne connaissent pas les services proposés. Pour toutes ces raisons, le groupe Ecolo n'estime pas nécessaire de soutenir cette proposition de résolution.

M. Emmanuel De Bock souligne que le groupe DéFI accorde énormément d'importance à la thématique des aidants proches et des jeunes aidants proches, Caroline Persoons et Fabian Maingain ayant d'ailleurs été les premiers parlementaires à s'emparer de cet enjeu au cours de la précédente législature. En effet, les aidants proches jouent un rôle crucial dans notre société et l'aide informelle qu'ils apportent chaque jour à leurs proches permet de pallier partiellement l'offre insuffisante des services d'aide et de soins destinés aux personnes handicapées ou aux personnes âgées en situation de dépendance. En leur absence, les personnes les plus vulnérables au sein de notre société seraient confrontées à des difficultés encore bien plus importantes. Les conditions de vie des personnes âgées dépendantes et des personnes en situation de handicap se détérioreraient de façon catastrophique. Les aidants proches

aan maatregelen die tijdens de vorige federale zittingsperiode zijn genomen, zo-als de invoering van degressiviteit in de werkloosheidsuitkeringen, de beperking van het tijdskrediet, overheidsbeleid dat het brugpensioen eerder als een sociaal probleem dan als een oplossing beschouwt en een tendens van desinvestering in de openbare diensten.

Deze tekst biedt geen concrete meerwaarde aan het reeds gevoerde beleid. Wat de steun aan verenigingen die mantelzorgers en jonge mantelzorgers samenbrengen betreft, bestaat er een doeltreffende, bestaande uit de vzw's 'Aidants proches' en 'Jeunes aidants proches' en het netwerk SAM, dat de uitwisseling van informatie voor mantelzorgers bevordert. Wat het voorstel om respijtprojecten voor mantelzorgers te financieren betreft, steunt de regering de initiatieven die gericht zijn op de bescherming van de gezondheid van mantelzorgers, zoals Villa Indigo, het Maison Bilobahuis en het project CitiSen, een lokaal zorgondersteuningsnetwerk voor senioren en hun mantelzorgers.

Het voorstel om opleidingen aan te bieden voor mantelzorgers in verband met hun gezondheid is tot stand gekomen. Om deze te ontwikkelen heeft Iriscare de vzw 'Jeunes aidants proches' gesubsidieerd voor het opzetten van een mobiel team om mensen te informeren over de moeilijkheden van deze zorgtaak. Daarnaast heeft Iriscare de vzw 'Aidants proches' gesubsidieerd voor een sensibiliseringsproject.

Wat betreft de noodzaak om de ondersteuningsinstrumenten voor mantelzorgers op te zetten en in een netwerk op te nemen binnen Iriscare, zijn er initiatieven gelanceerd, zoals het platform 'Répit solidaire', dat de informatie voor gezinnen en mantelzorgers centraliseert, een luisterplek creëert en hen doorverwijst naar doeltreffende steunpunten. Daarnaast zijn er plannen om de coördinatie van mantelzorgers te verbeteren en hen meer te betrekken bij de besluitvormingsprocessen. Dit maakt deel uit van de algemene logica van het geïntegreerd welzijnsplan, waarvan de uitvoering tot verbeteringen zal leiden. Ook zal het geïntegreerd welzijnsplan in hoge mate tegemoetkomen aan de in het voorstel geuite bezorgdheid over de bestrijding van het niet opnemen van rechten, aangezien veel mantelzorgers de aangeboden diensten niet kennen. Om al deze redenen acht de Ecolo-fractie het niet nodig dit voorstel van resolutie te steunen.

De heer Emmanuel De Bock benadrukt dat de DéFI-fractie veel belang hecht aan het thema van de mantelzorgers en jonge mantelzorgers. Caroline Persoons en Fabian Maingain waren overigens de eerste parlementsleden die dit thema tijdens de vorige legislatuur ter sprake brachten. Mantelzorgers spelen immers een cruciale rol in onze samenleving en de informele hulp die zij dagelijks verlenen aan hun dierbaren maakt het mogelijk het ontoereikende aanbod van hulp- en zorgdiensten voor personen met een handicap of zorgbehoevende ouderen gedeeltelijk te compenseren. Zonder hen zouden de meest kwetsbare personen in onze samenleving het nog moeilijker krijgen. De levensomstandigheden van zorgbehoevende ouderen en personen met een handicap zouden rampzalig verslechteren. Mantelzorgers vertegenwoordigen ongeveer 18% van de Brusselse bevolking en jonge mantelzorgers ongeveer 14%

représentent environ 18 % de la population bruxelloise et les jeunes aidants proches environ 14 % des Bruxellois âgés de moins de 18 ans.

Une attention toute particulière doit être accordée aux jeunes aidants proches qui consacrent une part importante de leur temps libre à un de leurs proches se trouvant dans une situation de dépendance. Au cours des dernières années, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège Réuni de la Cocom et le Collège de la Cocof ont adopté une série de mesures importantes visant à soutenir les aidants proches. Il reste toutefois encore beaucoup de travail en la matière et le groupe DéFI est convaincu que les autorités publiques bruxelloises prendront bientôt de nouvelles initiatives visant à soulager les aidants proches et à renforcer l'offre d'aide et de soins destinés aux personnes en situation de dépendance.

DéFI partage les objectifs de la présente proposition de résolution, à savoir former les aidants proches, reconnaître leurs compétences, accompagner l'insertion socio-professionnelle des aidants proches, accorder plus d'attention à la santé des aidants proches et à leur vie sociale, soutenir les aidants via les professionnels de soins, fournir aux aidants des services de répit plus nombreux et plus accessibles, veiller à informer correctement les aidants proches de l'existence des différentes aides sociales dont ils peuvent bénéficier, etc. Cependant, le groupe DéFI ne soutiendra pas la présente proposition de résolution pour les raisons suivantes.

En premier lieu, le groupe DéFI pourrait parfaitement faire siennes les différentes demandes que les auteurs de la présente proposition de résolution formulent à l'intention du gouvernement fédéral (lancement d'une réflexion inter-mutualiste pour mieux tenir compte des besoins spécifiques des aidants proches, prise en charge par l'INAMI d'une consultation annuelle « prévention aidant proche » chez le médecin généraliste, campagne de communication visant à informer les salariés de la possibilité qu'ils ont de faire don de certains de leurs jours de congé à des aidants proches, etc.). Toutefois, il s'étonne que ces demandes légitimes adressées au gouvernement fédéral figurent dans une proposition de résolution déposée au parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Pourquoi le MR, qui siège dans la majorité au niveau fédéral, n'a-t-il pas directement déposé à la Chambre des Représentants une proposition de loi ou une proposition de résolution invitant le gouvernement fédéral à mettre en œuvre certaines des mesures reprises dans le plan d'action, de mobilisation et de soutien aux aidants proches ? Par ailleurs, les auteurs de la présente proposition de résolution sont-ils en mesure de fournir une estimation approximative de l'ampleur des moyens budgétaires que l'INAMI devrait dégager pour pouvoir prendre en charge le coût d'une consultation annuelle « prévention aidant proche » chez le médecin généraliste ?

En deuxième lieu, le groupe DéFI ne soutient pas les demandes formulées à l'attention du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les dispositifs de valorisation de compétences des aidants proches dans le cadre de la politique régionale de l'emploi devraient aussi mettre en lumière de nouvelles compétences de l'aidant proche grâce à un coaching spécifique et à un soutien favorisant leur retour à

van de Brusselaars onder de 18 jaar.

Er moet bijzondere aandacht uitgaan naar jonge mantelzorgers die een aanzienlijk deel van hun vrije tijd besteden aan een zorgbehoevend familielid. De afgelopen jaren hebben de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het Verenigd College van de GGC en het College van de FGC een reeks belangrijke maatregelen genomen om mantelzorgers te ondersteunen. Er is echter nog veel werk aan de winkel en de DéFI-fractie is ervan overtuigd dat de Brusselse overheid binnenkort nieuwe initiatieven zal nemen om de mantelzorgers te ontlasten en het aanbod van hulp en zorg voor zorgbehoevenden te vergroten.

DéFI staat achter de doelstellingen van dit voorstel van resolutie, namelijk mantelzorgers opleiden, hun vaardigheden erkennen, de socio-professionele inschakeling van mantelzorgers ondersteunen, meer aandacht besteden aan de gezondheid van mantelzorgers en hun sociale leven, mantelzorgers ondersteunen via professionele zorgverleners, mantelzorgers meer en beter toegankelijke respijt-diensten aanbieden, ervoor zorgen dat mantelzorgers goed geïnformeerd worden over de verschillende sociale steunmaatregelen waarvan zij gebruik kunnen maken, enz. De DéFI-Fractie zal dit voorstel van resolutie echter niet steunen om de volgende redenen.

Ten eerste zou de DéFI-fractie de verschillende verzoeken die de indieners van dit voorstel van resolutie aan de federale regering richten perfect kunnen onderschrijven (opstarten van een bezinning onder de ziekenfondsen om beter rekening te houden met de specifieke behoeften van mantelzorgers, bekostiging van een jaarlijkse consultatie 'preventie voor mantelzorgers' bij een huisarts door het Riziv, communicatiecampagne om werknemers te informeren over de mogelijkheid om een deel van hun verlofdagen af te staan aan mantelzorgers enz.) Het verbaast hem echter dat deze legitieme verzoeken aan de federale regering zijn opgenomen in een voorstel van resolutie dat wordt ingediend bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement. Waarom heeft de MR, die op federaal niveau tot de meerderheid behoort, niet rechtstreeks een wetsvoorstel of een voorstel van resolutie ingediend bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers om de federale regering te verzoeken een aantal maatregelen uit het actieplan voor de mobilisatie en de ondersteuning van de mantelzorgers uit te voeren? Kunnen de indieners van dit voorstel van resolutie bovendien een ruwe schatting geven van de omvang van de begrotingsmiddelen die het Riziv zou moeten vrijmaken om de kosten van een jaarlijkse consultatie 'preventie voor mantelzorgers' bij een huisarts op zich te kunnen nemen?

Ten tweede steunt de DéFI-fractie de verzoeken aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering niet. De maatregelen voor de waardering van de vaardigheden van mantelzorgers in het kader van het gewestelijk tewerkstellingsbeleid zouden ook nieuwe vaardigheden van de mantelzorgers moeten benadrukken via specifieke coaching en begeleiding bij hun terugkeer naar de arbeidsmarkt. In dit verband is het

l'emploi. À cet égard, il importe de rappeler aux auteurs du texte que les certifications, les formations professionnelles, l'alternance et la validation des compétences sont des matières communautaires, et non des matières régionales. Si le MR entend créer des certifications ou des formations à destination des aidants proches désireux d'être reconnus en tant qu'aides familiales, il ne s'agirait alors pas d'une matière relevant de la compétence de la Région dans le domaine de l'emploi, mais plutôt d'une matière relevant de la compétence de la Cocof dans le domaine de l'action sociale. En effet, le décret de la Cocof du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux et l'arrêté du Collège de la Cocof du 21 octobre 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux disposent tous deux que les centres de formation d'aides familiaux sont du ressort de l'action sociale et de la famille.

En 2015, il avait été envisagé de transférer cette matière dans le bloc de compétences ayant trait à la formation professionnelle : l'analyse par les cabinets de tutelle a montré que pareil transfert était juridiquement impossible, car l'action sociale constitue une matière personnalisable (au sens de l'article 128 de la Constitution), tandis que la formation professionnelle constitue une matière culturelle (au sens de l'article 127 de la Constitution). Pour ces diverses raisons, la Région n'est donc pas habilitée à instaurer des formations ou des certifications offrant aux aidants proches la possibilité de valoriser les compétences qu'ils ont acquises dans l'accompagnement de leurs proches.

Au-delà de cette question de la répartition des compétences, le groupe MR semble considérer, à tort, que les aidants proches sont majoritairement des chercheurs d'emploi qu'il conviendrait d'orienter vers des offres d'emploi, notamment dans le domaine des aides familiales. Or, les études montrent que dans la grande majorité des cas, les aidants proches sont soit des personnes pensionnées venant en aide à un conjoint souffrant d'une perte d'autonomie, soit des travailleurs qui ont opté pour un emploi à temps partiel afin de pouvoir consacrer plus de temps à un enfant handicapé et qui ne sont, dès lors, pas désireux de trouver un emploi à temps plein. Plus fondamentalement, la proposition du MR n'a rien de novateur puisque tout chercheur d'emploi peut déjà bénéficier d'un coaching personnalisé. Si un aidant proche a le statut de chercheur d'emploi, Actiris veillera à assurer son accompagnement vers l'emploi sur la base d'un bilan de compétences complet et sur la base du projet professionnel de cette personne, conformément à ce que prévoient les réformes entreprises par le ministre Clerfayt. S'il apparaît que certains problèmes liés à sa situation familiale (sa situation d'aidant proche) sont de nature à entraver son insertion sur le marché du travail, la permanence sociale d'Actiris pourra lui offrir un accompagnement spécifique pour l'aider à surmonter les difficultés qu'il rencontre. Dès lors que les aidants proches à la recherche d'un emploi peuvent déjà se voir proposer un coaching spécifique par Actiris, quelle est la plus-value de la proposition du MR ?

En troisième lieu, le groupe DéFI considère qu'il ne serait pas opportun d'étendre le régime des titres-services à la garde des enfants et des personnes âgées en situation de

belangrijk de indieners van de tekst eraan te herinneren dat kwalificaties, beroepsopleiding, alternerend leren en erkenning van vaardigheden gemeenschaps- en geen gewestaangelegenheden zijn. Als de MR kwalificaties of opleidingen wil invoeren voor mantelzorgers die erkend willen worden als gezinshulp, is dat geen aangelegenheid voor het gewest op het gebied van tewerkstelling, maar eerder voor de FGC op het gebied van maatschappelijk welzijn. Zowel het decreet van de FGC van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de opleidingscentra voor gezinsbijstand als het besluit van het College van de FGC van 21 oktober 1999 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de opleidingscentra voor gezinsbijstand bepalen immers dat de opleidingscentra voor gezinsbijstand onder het maatschappelijk en familiaal welzijn vallen.

In 2015 werd overwogen om deze materie over te hevelen naar het bevoegdheidspakket inzake beroepsopleiding: uit de analyse van de toezichthoudende kabinetten bleek dat een dergelijke overheveling juridisch onmogelijk was, aangezien maatschappelijk welzijn een persoonsgebonden aangelegenheid is (in de zin van artikel 128 van de Grondwet), terwijl beroepsopleiding een culturele aangelegenheid is (in de zin van artikel 127 van de Grondwet). Om deze verschillende redenen heeft het gewest dus niet het recht om opleidingen of certificeringen in te voeren die mantelzorgers de mogelijkheid bieden om de vaardigheden in te zetten die zij hebben verworven bij het ondersteunen van hun naasten.

Naast deze kwestie van de verdeling van de bevoegdheden lijkt de MR ten onrechte te denken dat mantelzorgers hoofdzakelijk werkzoekenden zijn die naar vacatures moeten worden geleid, met name op het gebied van gezinshulp. Uit studies blijkt echter dat de overgrote meerderheid mantelzorgers ofwel gepensioneerd zijn die een echtgenoot helpen die zijn autonomie verliest, ofwel werknemers die ervoor hebben gekozen deeltijds te werken om meer tijd te kunnen besteden aan een kind met een handicap en dus om die reden niet op zoek zijn naar een voltijdse baan. Meer fundamenteel is er niets vernieuwend aan het voorstel van de MR-fractie, aangezien elke werkzoekende al gebruik kan maken van een gepersonaliseerde begeleiding. Als een mantelzorger het statuut van werkzoekende heeft, zal Actiris ervoor zorgen dat hij of zij naar werk wordt begeleid op basis van een volledige evaluatie van de vaardigheden en op basis van het beroepsproject van deze persoon, overeenkomstig de hervormingen van minister Clerfayt. Als blijkt dat bepaalde problemen in verband met de gezinssituatie (de situatie van mantelzorger) zijn of haar integratie op de arbeidsmarkt kunnen belemmeren, kan de sociale permanentie van Actiris specifieke ondersteuning bieden om hem of haar te helpen de ondervonden moeilijkheden te overwinnen. Aangezien mantelzorgers die een baan zoeken al een specifieke coaching kunnen krijgen van Actiris, wat is dan de toegevoegde waarde van het voorstel van de MR?

Ten derde is DéFI van mening dat het niet aangewezen zou zijn om het stelsel van dienstencheques uit te breiden tot de zorg voor kinderen en ouderen die zorgbehoevend zijn.

dépendance. Une telle extension aurait un impact budgétaire considérable. La Région devrait probablement débloquer chaque année une enveloppe de plusieurs millions d'euros pour pouvoir financer l'élargissement du dispositif des titres-services à la garde de personnes souffrant d'une perte d'autonomie. Outre l'impact budgétaire conséquent d'une telle mesure, les aides ménagères actives dans le secteur des titres-services ne sont pas compétentes et pas formées pour garder des enfants ou des seniors ayant des besoins spécifiques. De surcroît, l'extension du système des titres-services à la garde de personnes en situation de dépendance pourrait induire une concurrence déloyale vis-à-vis d'autres secteurs. Si le MR est convaincu qu'il est nécessaire d'élargir le régime des titres-services à la garde d'enfants ou d'ânés souffrant d'une perte d'autonomie, pourquoi n'a-t-il pas encore adopté cette mesure au niveau de la Région wallonne où il siège pourtant dans la majorité ?

En quatrième lieu, le groupe DéFI se demande pourquoi le MR invite les commissions communautaires à accorder un financement structurel aux acteurs associatifs venant spécifiquement en aide aux aidants proches et aux jeunes aidants proches. En réalité, cette demande est sans objet, dans la mesure où le Collège de la Cocof apporte déjà un soutien financier structurel aux associations accompagnant les aidants proches. En effet, l'ASBL « Aidants Proches » et l'ASBL « Jeunes aidants proches » sont toutes deux agréées par la Cocof depuis plusieurs années et elles bénéficient, à ce titre, d'une subvention annuelle récurrente. De surcroît, le gouvernement francophone bruxellois apporte une aide financière au réseau SAM favorisant l'échange d'informations pour les aidants proches.

Cinquièmement, le groupe DéFI rappelle que le Collège Réuni de la Cocom et le Collège de la Cocof ont déjà pris une série d'initiatives en vue de proposer une offre de services de répit aux aidants proches et aux jeunes aidants proches comme la Villa Indigo.

Enfin, le groupe DéFI estime nécessaire de proposer aux aidants proches des formations visant à leur faire prendre conscience de l'importance de leur propre santé. Si cette proposition émise par le MR est intéressante, elle n'a néanmoins rien de novateur puisque le Collège Réuni de la Cocom a déjà pris des mesures en ce sens. Le Collège Réuni a notamment mis en place une équipe mobile de prévention et de soutien à l'aidance. Iriscare a alloué une subvention de 128 000 euros à l'équipe mobile des « jeunes aidants proches ». Cette équipe a précisément pour mission d'informer le grand public des difficultés rencontrées par les aidants proches, et en particulier par les jeunes aidants proches.

M. David Weytsman rétorque, s'agissant de la santé mentale, que son groupe a plaidé pour une stratégie qui n'est toujours pas en place quatre ans plus tard. Pour la stratégie handfriendly, il a procédé de la même manière et pour la stratégie aidant proche également. Dans les trois cas, il a demandé que la Région développe un plan stratégique global. Ce texte a été élaboré avec les acteurs de terrain qui ont exposé l'ensemble de leurs demandes. Puisque ce texte touchait tous les niveaux de pouvoir, l'auteur a décidé de le déposer dans tous les parlements. Au niveau de la Région

Een dergelijke uitbreiding zou een aanzienlijke begrotingsimpact hebben. Het gewest zou waarschijnlijk meerdere miljoenen euro per jaar moeten vrijmaken om de uitbreiding van het stelsel van dienstencheques tot de zorg voor personen met verminderde zelfredzaamheid te kunnen financieren. Afgezien van de aanzienlijke begrotingsimpact van een dergelijke maatregel, zijn de huishoudhulpen die in de dienstenchequesector werken niet bekwaam noch opgeleid om voor kinderen of ouderen met specifieke behoeften te zorgen. Bovendien zou een uitbreiding van het dienstenchequesysteem tot zorg voor zorgbehoevenden kunnen leiden tot oneerlijke concurrentie met andere sectoren. Als de MR ervan overtuigd is dat het systeem van dienstencheques moet worden uitgebreid tot de zorg voor kinderen of ouderen met verminderde zelfredzaamheid, waarom heeft de fractie deze maatregel dan nog niet aangenomen op het niveau van het Waalse Gewest, waar zij in de meerderheid is?

Ten vierde vraagt DéFI zich af waarom de MR de gemeenschapscommissies verzoekt om een structurele financiering toe te kennen aan de verenigingen die specifiek hulp verlenen aan mantelzorgers en jonge mantelzorgers. In werkelijkheid is dit verzoek niet relevant, aangezien het College van de FGC reeds structurele financiële steun verleent aan verenigingen die mantelzorgers ondersteunen. Zowel de vzw "Aidants Proches" als de vzw "Jeunes aidants proches" zijn immers al meerdere jaren erkend door de FGC en ontvangen als dusdanig een terugkerende jaarlijkse subsidie. Bovendien verleent de Franstalige Brusselse regering financiële steun aan het SAM-netwerk, dat de uitwisseling van informatie voor mantelzorgers bevordert.

Ten vijfde herinnert DéFI eraan dat het Verenigd College van de GGC en het College van de FGC reeds een rist initiatieven hebben genomen om respijtzorg aan te bieden aan mantelzorgers en jonge mantelzorgers zoals Villa Indigo.

Ten slotte meent DéFI dat het noodzakelijk is om opleidingen aan te bieden aan mantelzorgers om hen bewust te maken van het belang van hun eigen gezondheid. Hoewel dit voorstel van de MR interessant is, is het niet vernieuwend omdat het Verenigd College van de GGC reeds maatregelen in die zin heeft genomen. Het Verenigd College heeft een mobiel team voor preventie en zorgondersteuning opgericht. Iriscare heeft een subsidie van 128.000 euro toegekend aan het mobiele team "jonge mantelzorgers". De opdracht van dit team is juist om het grote publiek te informeren over de moeilijkheden die mantelzorgers, en in het bijzonder jonge mantelzorgers, ondervinden.

De heer David Weytsman antwoordt dat zijn fractie had gepleit voor een strategie inzake geestelijke gezondheid, die vier jaar later nog steeds niet is ingevoerd. Voor de handfriendly-strategie is hij op dezelfde manier tewerk gegaan en voor de strategie voor mantelzorgers eveneens. In alle drie de gevallen vroeg hij dat het gewest een algemeen strategisch plan zou ontwikkelen. Deze tekst werd uitgewerkt met de actoren op het terrein, die al hun eisen stelden. Aangezien deze tekst alle beleidsniveaus betreft, besliste hij hem in alle parlementen in te dienen. Op het niveau van het

bruxelloise, il a estimé opportun de mettre en avant une partie du volet emploi, mais il concède que ce texte tout aussi bien pu être déposé à la Cocom.

Pour répondre à la N-VA sur la cohérence, il est demandé aux communes de désigner un référent aidant proche. Ce qui se fait petit à petit. À la ville de Bruxelles, une personne de référence qui coordonne les actions menées a été désignée, sans engagement supplémentaire. L'orateur partage les remarques relatives aux matières personnalisables.

À l'attention du PS et de DéFI, l'orateur souligne que bien des aidants proches n'ont pas perdu leur emploi mais ont acquis une expérience qu'ils souhaitent pouvoir valoriser afin de se réorienter.

Aux observations de Groen, l'intervenant réplique que, certes, la demande de congé existe, mais qu'en dehors des deux associations mentionnées, aucun acteur ne s'occupe des jeunes aidants proches. Par contre, c'est toujours les deux mêmes associations, mais à part ces deux-là, il n'y a pas d'autres acteurs qui s'occupent des jeunes aidants proches. Il demande que le Gouvernement présente un plan d'actions stratégique.

Par rapport aux critiques du PTB, les acteurs de terrain ont rappelé à quel point les aidants proches sont exposés à des problèmes de santé en raison des heures consacrées à cette tâche à côté de leur activité professionnelle. Ils ont souligné le manque de sensibilisation des pouvoirs publics et le sous-financement de la prévention.

En réponse aux remarques d'Ecolo, l'intervenant précise ne pas segmenter les personnes. Être aidant proche en étant riche s'avère tout aussi difficile. Par contre, le niveau fédéral a déjà fait beaucoup. Maggie De Block a fait adopter la loi en 2014 ; l'arrêté royal de 2020 est applicable ; les congés viennent d'entrer en vigueur.

Enfin, l'orateur confirme à DéFI qu'il demande bien une stratégie globale. Il se renseignera pour la discussion en séance plénière sur le coût pour l'Inami, ainsi que pour le coût des titres services. En conclusion, la résolution demande un dispositif plus important afin de soulager les aidants proches qui consacrent beaucoup de temps à leurs aidés.

III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif

Le texte n'appelant aucun commentaire, le président décide de passer immédiatement au vote sur l'ensemble.

Brussels Gewest vond hij het gepast om een deel van het deel werkgelegenheid aan de orde te stellen, maar hij geeft toe dat deze tekst evengoed in de GGC had kunnen worden ingediend.

In antwoord op de N-VA over de coherentie wordt de gemeenten gevraagd een referent aan te duiden voor mantelzorgers. Dit komt geleidelijk tot stand. In de stad Brussel is een referent aangewezen die de gevoerde acties coördineert, zonder extra aanwerving. De spreker is het eens met de opmerkingen over de personaliseerbare materies.

Ter attentie van de PS en DéFI wijst de spreker erop dat vele mantelzorgers niet hun baan hebben verloren maar ervaring hebben opgedaan die zij willen kunnen gebruiken om zich te heroriënteren.

Op de opmerkingen van Groen antwoordt de spreker dat de vraag naar verlof natuurlijk bestaat, maar dat afgezien van de twee genoemde verenigingen geen enkele actor zich bezighoudt met jonge mantelzorgers. Anderzijds zijn het steeds dezelfde twee verenigingen, maar buiten deze twee zijn er geen andere actoren die zich met jonge mantelzorgers bezighouden. Hij verzoekt de regering een strategisch actieplan voor te leggen.

Met betrekking tot de kritiek van de PTB herinnerden de actoren in het veld eraan hoezeer mantelzorgers worden blootgesteld aan gezondheidsproblemen als gevolg van de uren die zij naast hun beroepsactiviteit aan deze taak besteden. Zij benadrukten het gebrek aan bewustzijn bij de overheid en de onderfinanciering van preventie.

In antwoord op de opmerkingen van Ecolo verduidelijkt de spreker dat hij de mensen niet segmenteert. Een rijke mantelzorger zijn blijkt even moeilijk. Anderzijds heeft het federale niveau reeds veel gedaan. Maggie De Block heeft in 2014 de wet aangenomen; het koninklijk besluit van 2020 is van toepassing; het verlof is net in werking getreden.

Tot slot bevestigt de spreker aan DéFI dat hij om een globale strategie vraagt. Hij zal vóór de discussie in de plenaire vergadering de kosten voor het Riziv uitzoeken, evenals de kosten van de dienstencheques. Tot slot vraagt de resolutie om een meer omvangrijke regeling ter ontlasting van mantelzorgers die veel tijd aan hun naaste zorgbehoevenden besteden.

III. Bespreking van de consideransen en de streepjes van het verzoekend gedeelte

Aangezien de tekst geen commentaar uitlokt, beslist de voorzitter onmiddellijk over te gaan tot de stemming over het geheel.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

La proposition de résolution dans son ensemble est rejetée par 10 voix contre 2 et 2 abstentions.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse

Le Président

Marie LECOCQ

Rachid MADRANE

IV. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 2 onthoudingen.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

De Voorzitter

Marie LECOCQ

Rachid MADRANE